FOIRE AUX QUESTIONS- ARS PACA

ELECTIONS PROFESSIONNELLES FPH

8 DECEMBRE 2022

FOIRE AUX QUESTIONS –ARS PACA

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022

* Les textes :

- décret du 3 décembre 2021 relatif aux CSE des EPS et ESMS et GCS de moyens de droit public

- décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 modifié sur les commissions administratives paritaires locales de la fonction publique hospitalière modifié par décret n°2022-857 du 7 juin 2022

- arrêté du 8 janvier 2018 relatif aux commissions consultatives paritaires compétentes à l’égard des agents contractuels de la fonction publique hospitalière (modifié par arrêté du 23 mai 2022)

- instruction DGOS/RH3/DGCS/4B/2022/36 du 8 février 2022 (qui abroge la précédente du 8 mars) relative aux élections professionnelles dans la fonction publique hospitalière

- guide pratique des élections professionnelles 2022

- annexe du guide vote électronique

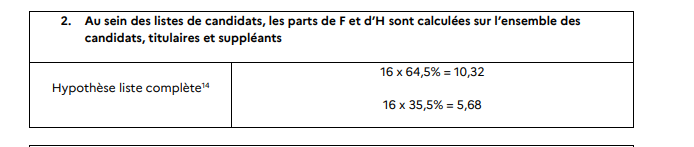
- documents consultables en ligne sur : <https://solidarites-sante.gouv.fr/professionnels/gerer-un-etablissement-de-sante-medico-social/fonction-publique-hospitaliere-607/les-dossiers/article/les-elections-professionnelles-2022>

**Egalité femmes/hommes :**

* Question relative à l’application du dispositif de représentation équilibrée des femmes et des hommes dans la liste des candidats aux fonctions de représentants du personnel : comment faut-il établir la part de femmes et d’hommes représentants du personnel à élire ? Faut-il distinguer les titulaires des suppléants, ou faut-il prendre en compte la globalité des titulaires et des suppléants ?

Par exemple pour 2 titulaires et 2 suppléants, faut-il y avoir 1 femme et 1 homme pour les titulaires et 1 femme et 1 homme pour les suppléants ou 2 femmes et 2 hommes peu importe qu’ils soient titulaires ou suppléants ?

* Réponse : la part de femmes et d’hommes est calculée sur l’ensemble des candidats, titulaires et suppléants (voir page pages 98 à 102 du guide)



Il ne faut donc pas dissocier les titulaires et les suppléants, il faut prendre en compte l’ensemble des candidats. Il est à noter que cette règle en matière de représentation équilibrée des F et des H s’applique en matière de scrutin de de liste (élections des représentants du personnel aux CSE, GCS de + de 50 agents, au CCN, aux CAP et CCP).

**Les Comités Sociaux d’Etablissements (CSE) et l’instauration de formations spécialisées en matière de santé sécurité et de conditions de travail (FSSSCT) :**

* Question : quelles sont les conditions d’instauration des formations spécialisées en matière de santé sécurité et de conditions de travail (article 3 du décret n° 2021-1570 du 3 décembre 2021) ?
* Réponse confirmée par la DGOS :

1 - Concernant les FSSSCT instituées au sein d’un CSE mentionnées au I de l’article 3 du décret du 3 décembre 2021 :

* En vertu du seuil de 200 agents mentionné à l’alinéa 3 du I de l’article 3 du décret du 3 décembre 2021, la création du F3SCT du comité est obligatoire à compter de cet effectif ;
* En-dessous de ce seuil, une F3SCT peut être créée, dans les conditions suivantes :
  + Lorsque des risques professionnels particuliers le justifient – alinéa 2 de l’art. L251-12 du CFP, précité

**Et**

* + Par le directeur d'établissement ou l'administrateur du groupement – al. 2 du I de l’art. 3 du décret du 3 décembre 2021 ;

Ou

* + Par le directeur ou l’administrateur sur proposition de la majorité des membres du comité – III de l’article 3 du décret du 3 décembre 2021.

2 - Concernant les F3SCT dites « de site » mentionnées au II de l’article 3 du décret du 3 décembre 2021 : elles sont créées en complément d’une F3SCT du comité,

* + Lorsqu’il existe un risque professionnel particulier qui concerne un ou plusieurs services implantés géographiquement dans un même immeuble ou dans un même ensemble d'immeubles.

Et

* + Par décision du directeur d’établissement après avis du CSE- al. 2 du II de l’art.3 du décret du 3 décembre 2021

Ou

* + Par le directeur d’établissement sur proposition de la majorité des membres du comité- III de l’article 3 du décret du 3 décembre 2021.

A noter qu’à compter des prochaines élections certains textes visés dans le décret seront abrogés en application de l’ordonnance du 24 novembre 2021 (ex : article L315-13 du code de l’action sociale et des familles qui deviendra l’article L251-13 du code de la fonction publique)

**Affichage**

* Question : les établissements **non gestionnaires** doivent-ils afficher les listes des électeurs et des candidats aux CAPD et CCP au sein de leur structure ou cela relève-t-il de la seule responsabilité des établissements gestionnaires ?
* Réponse : cf *art.14 du décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 relatif aux Commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière :*

*« La liste des électeurs est affichée dans l'établissement et, s'il y a lieu, dans les établissements annexes soixante jours avant la date fixée pour le scrutin. Dans le délai de huit jours suivant l'affichage, des demandes d'inscription ou des réclamations contre les inscriptions ou omissions sur la liste des électeurs peuvent être présentées. A l'expiration de ce délai, le directeur affiche dans les quarante-huit heures les modifications apportées à la liste électorale. Pendant cinq jours, à compter de cet affichage, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou radiations ainsi prononcées. Le directeur statue alors dans les vingt-quatre heures.*

*A l'expiration d'un délai de seize jours suivant l'affichage, la liste électorale est close, sous réserve des dispositions de l'article 17.*

*La liste électorale ainsi close est communiquée, sur leur demande, aux organisations syndicales remplissant, dans la fonction publique hospitalière, les conditions fixées à l'article L. 211-1 du code général de la fonction publique. »*

**Les CAP L :**

* Question : quand faut-il créer une CAPL ? Quand un établissement avait uniquement une CAPL 8 (AS et ASHQ), que se passe-t-il après le passage des aides-soignantes de la CAP 8 pour la CAP 5 ? L’établissement peut-il repasser sur des CAPD ?
* Réponse : La règle n’a pas changé : il doit y avoir une CAPL dans l’établissement à partir d’un **effectif minimum de 4 agents d’un corps.** *article L.261-8 du code de la fonction publique et 3 du décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 modifié :* [*Décret n°2003-655 du 18 juillet 2003 relatif aux commissions administratives paritaires locales et départementales de la fonction publique hospitalière - Légifrance (legifrance.gouv.fr)*](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000005634787/)*).*

En dessous de ce seuil, c’est effectivement la CAPD du corps correspondant qui sera compétente.

**Les CCP :**

* Question : Les agents en arrêt maladie sans traitement ont-ils la qualité d’électeurs aux CCP ?
* Réponse : Oui, les exclusions sont très limitatives et sont visées pages 33 et 34 du guide.

**Le lieu de vote d’un agent :**

* Question : un personnel contractuel CDI mis à disposition dans 2 EHPAD à hauteur de 50% dans chacun des 2 établissements. Quel est le lieu de vote de ce personnel ?
* Réponse de la DGOS : le guide précise en page 17 que les agents mis à disposition pour une quotité égale ou inférieure au mi-temps sont pris en compte uniquement dans les effectifs de leur établissement d’origine. Le cas évoqué est particulier dans la mesure où il n’est pas à plus de 50% dans son établissement d’origine puisqu’il est mis à disposition dans un autre établissement. Pour autant, il convient pour éviter de le compter deux fois de le compter dans son établissement d’origine.

**Modalité de vote/type de scrutin :**

* Question : Concernant les élections aux CAPL et CSE : est-il possible, pour ces **élections**, d’opter pour un scrutin à l’urne, **pour un établissement comptant plus de 50 salariés**, ou, a contrario, le vote électronique s’impose-t-il, y compris pour les élections locales, si l’établissement gestionnaire des CAPD a opté pour cette modalité ?
* Réponse DGOS : pour les CAPL et CSE, l’établissement demeure libre de choisir le vote électronique ou le vote à l’urne et ce pour chacun de ces 2 scrutins.

En matière de CAPD, lorsque l’établissement gestionnaire de **CAPD** a choisi le vote électronique, cette modalité s’impose à tous les établissements **pour ce scrutin**, sauf à ceux de moins de 50 salariés qui peuvent, sur décision du directeur et incompatibilité liée à la taille de la structure, recourir au scrutin à l’urne.

Pour aller plus loin, vous pouvez consulter le site du ministère qui a mis en ligne une FAQ consultable via le lien suivant : [Les élections professionnelles dans la fonction publique hospitalière (solidarites-sante.gouv.fr)](https://solidarites-sante.gouv.fr/professionnels/gerer-un-etablissement-de-sante-medico-social/fonction-publique-hospitaliere-607/les-dossiers/article/les-elections-professionnelles-2022)